

HONDURAS

Triste parodie

David Wagner

En politique internationale, le « deux poids, deux mesures » a encore de beaux jours devant lui. Le mutisme de l'Occident et des grands médias sur la « transition antidémocratique » au Honduras en est un bel exemple.

Ces derniers jours, nous avons très peu lu, vu ou entendu au sujet de ce petit pays d'Amérique centrale qu'est le Honduras. Depuis que s'y est déroulée, le 29 novembre dernier, l'élection présidentielle organisée par la junte putschiste, plus rien ou presque n'en est rapporté, un peu comme si tout était rentré dans l'ordre. Pourtant, ce qui s'est passé au Honduras et ce qui s'y passe encore est grave, très grave. Pour mémoire : le 28 juin 2009, l'armée soutenue par l'oligarchie (l'économie hondurienne est tenue par une dizaine de familles), destitue lors d'un coup d'Etat le président légitime Manuel « Mel » Zelaya. Le gouvernement putschiste a organisé par la suite une élection présidentielle censée « rétablir la légalité ». Le gros de la gauche hondurienne a boycotté l'élection, estimant à juste titre qu'elle ne servait qu'à légitimer le coup d'Etat. Finalement, c'est Porfirio Lobo Sosa, un entrepreneur du parti national qui l'a remporté. Immédiatement, les Etats-Unis se sont empressés de valider cette élection illégitime. Pire, l'Union européenne leur a emboîté le pas.

Par contre, la grande majorité des Etats d'Amérique latine, hormis certains gouvernés par l'extrême droite comme la Colombie, a condamné ce déroulement et n'accepte toujours pas l'état de fait. C'est le cas notamment du Brésil, qui accueille encore Zelaya dans son ambassade à Tegucigalpa et réclame son rétablissement à la présidence. Pourtant, les jours qui ont suivi le putsch ne paraissent pas vraiment favorables à la junte. Tous les condamnaient, même le président américain Barack Obama.

En Amérique latine, ce coup rappelle de mauvais souvenirs - ceux des dictatures militaires de droite. Et il est aisément compréhensible que ces Etats, surtout ceux gouvernés à gauche, n'entendent pas accepter que des militaires puissent revenir à leurs vieilles habitudes et balayer impunément des gouvernements progressistes et démocratiques afin de rétablir les privilèges des bourgeoisies locales.

Si le président constitutionnel Zelaya n'a toujours pas été rétabli, c'est aussi parce qu'une partie de la communauté internationale, les USA et l'UE en tête, n'y voit pas un grand intérêt. Certes, le putsch militaire a fait tâche et il a été difficile à Obama de le justifier. Par contre, « l'arrangement » trouvé avec la parodie d'élection présidentielle dote le putsch d'un vernis démocratique. Les réformes sociales engagées par Zelaya - comme le doublement du salaire minimum - et son ralliement à l'Alba (Alliance bolivarienne pour l'Amérique), donc sa rupture avec le néolibéralisme, gênaient non seulement la classe dirigeante hondurienne mais également le grand frère au nord, qui voit d'un mauvais oeil l'émancipation sociale et politique du sud du continent.

Le scandale dans l'affaire hondurienne est triple : primo, parce que le putsch et « l'élection » de Lobo Sosa mettent un terme à la politique sociale et démocratique initiée par Zelaya. C'est le retour au « business as usual », donc au pouvoir de l'oligarchie. Ensuite, c'est le fait d'accepter qu'un gouvernement démocratique puisse être renversé et que les initiateurs du putsch puissent s'en tirer de la manière la plus normale du monde avec le blanc-seing de l'Occident. Finalement, c'est accepter que non seulement l'actuel gouvernement n'est pas légitime, mais qu'il n'est même pas démocratique.

L'opposition hondurienne est bâillonnée, pourchassée et violente. D'après le Comité pour la défense des droits humains au Honduras, une trentaine de militants du Front de résistance contre le coup d'Etat (FRCG) auraient été tués. Si l'on entend si peu parler du Honduras actuellement, c'est justement parce que les putschistes ont réussi à isoler le pays et à museler la presse avec un certain succès. Pourtant, la résistance existe toujours, dynamique mais encore incertaine sur la stratégie à adopter. D'autant plus qu'elle doit se confronter à la répression militaire et que les USA et l'UE, si prompts à défendre la démocratie et la liberté partout sur le globe, l'ont laissée tomber.

NEWS

NEWS

Vidéosurveillance: No one watches p. 3

Sexueller Missbrauch: Hinsehen und handeln S. 4

Sortir du nucléaire: EPR, le flop monumental p. 5

Reporters sans frontières: Verdict très lourd pour Liu Xiaobo p. 5

REGARDS

Violences policières: Blanchis mais blessés p. 6

ASTI: „Die Sprache reicht zur Integration nicht“ S. 8

Iran: Die Jubelperser füllen die Straßen nicht S. 10